

Une synthèse incontournable

NORMAND MOUSSEAU, *Le défi des ressources minières*, Québec, Éditions Multimondes, 2012, 260 pages

Robert Laplante

Volume 7, numéro 2, printemps 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68743ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

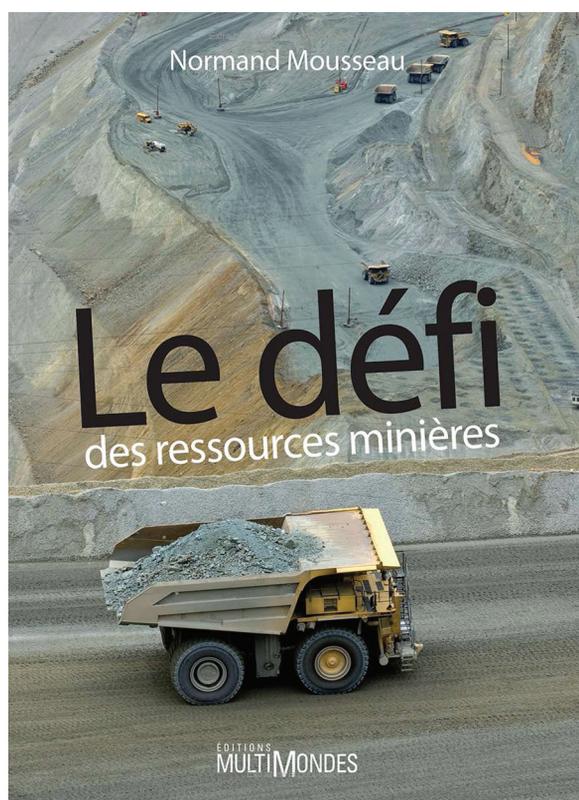
Citer ce compte rendu

Laplante, R. (2013). Compte rendu de [Une synthèse incontournable / NORMAND MOUSSEAU, *Le défi des ressources minières*, Québec, Éditions Multimondes, 2012, 260 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 7(2), 28–30.



UNE SYNTHÈSE INCONTOURNABLE

Robert Laplante



NORMAND MOUSSEAU
LE DÉFI DES RESSOURCES MINIÈRES
Québec, Éditions Multimondes, 2012, 260 pages

C'est un ouvrage touffu, une synthèse ambitieuse et un pari réussi. Une fois de plus, Normand Mousseau, qui avait déjà donné des ouvrages indispensables pour comprendre les enjeux du développement pétrolier, de l'indépendance énergétique et de l'exploitation des gaz de schiste¹, fait preuve d'un admirable talent de vulgarisateur scientifique. *Le défi des ressources minières* dresse un panorama fascinant qui permet de bien situer les débats que suscite le regain d'intérêt pour les mines.

C'est le Plan Nord du sinistre gouvernement Charest qui aura été à l'origine de l'ouvrage. Déplorant l'absence de vision de cet exercice qui « n'était qu'un assemblage improvisé d'annonces et de dépenses et d'investissements qui ne reposaient sur aucune analyse sérieuse du secteur » (p. XIV) Mousseau a estimé nécessaire de faire le point et de tenter de situer l'engouement pour les ressources minérales dans son contexte plus global. Pour penser la situation québécoise, il faut sortir des étroites perspectives provinciales. La perspective est large, l'exposé fort bien documenté. Tous les matériaux sont réunis pour soutenir une réflexion sérieuse et bien saisir dans quoi s'inscrit la frénésie présente pour les ressources minérales.

L'histoire des métaux de l'âge du bronze à aujourd'hui

Dans une première partie, Mousseau présente en une synthèse aussi dense que réussie les contextes géologiques, métallurgiques et économiques qui ont caractérisé les divers âges des métaux. L'exploitation des minerais, depuis toujours, fonde les grands paradigmes de civilisation. De l'âge du bronze à aujourd'hui, le destin de l'humanité se façonne toujours dans les choix et les modes de transformation de la matière. Choix technologiques, modèles économiques, rapports à l'environnement et choix de société se nouent dans l'utilisation et la mise en valeur des minerais qui rendent possible et donne sa forme au développement de la civilisation. Mobilisant les ressources de l'archéologie aussi bien que celles de l'histoire des sciences et des technologies, l'ouvrage permet de voir comment les progrès décisifs de la chimie et de la métallurgie ont introduit une véritable rupture dans l'histoire de l'usage des métaux et rendue possible la Révolution industrielle. Percées conceptuelles (tableau périodique) et nouveaux procédés technologiques ont propulsé le monde dans l'âge de l'acier et créé les conditions d'un usage toujours plus complexe d'une gamme de plus en plus vaste d'éléments. Aujourd'hui, les deux tiers des éléments sont utilisés de manière industrielle.

Plaçant les concepts qui permettent de bien mesurer l'état des ressources, Mousseau rappelle que la distribution des gisements sur le globe ne répond pas aux règles de la justice distributive et que les contextes géologiques ont favorisé le développement de conditions géopolitiques particulières. Même si depuis toujours, les minerais s'échangent sur des circuits longs, en raison même de la distribution géologique, il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui au moins dix minéraux d'importance sont contrôlés par trois pays producteurs ou moins. L'univers minier est celui de la forte concentration et d'une intégration internationale très poussée. Cela conditionne beaucoup de choses dans les échanges économiques et fait peser des déterminations lourdes sur la capacité à imaginer des modèles de rechange.

L'exploitation des minerais dans la création de richesses

C'est que l'exploitation des minerais, en raison même de l'importance qu'elle revêt dans le processus de création de la richesse, fait naître un bien curieux paradoxe: en dépit de la place relativement limitée qu'elle occupe dans l'économie globale, le rôle qu'elle joue dans la chaîne de valeur détermine lourdement les dynamiques économiques dans lesquelles s'inscrivent la transformation et la création de richesse qu'elle produit. C'est une question complexe qui a suscité et suscite encore bien des débats chez les économistes. Mousseau consacre toute la deuxième partie de son ouvrage à bien cerner les enjeux économiques tels qu'ils se révèlent au travers les débats théoriques et les observations des économistes. La lecture de cette partie sera sans doute exigeante pour bien des lecteurs. Les discussions sont assez complexes et la confrontation des concepts aux observations empiriques mène à des raisonnements nuancés qui exigent une attention aussi soutenue que rigoureuse.

En gros, Mousseau présente et discute les deux grands paradigmes qui charpentent les débats des économistes. D'un côté, celui de l'école classique et néo-classique pour qui une ressource non exploitée n'a pas de prix. C'est la théorie du coût d'opportunité, paradigme dominant dans le discours économique pour lequel « l'exhaustion n'est jamais un problème économique » (p. 89) puisqu'une

¹ Voir *Les Cahiers de lecture*: volume II, numéro 3 (Été 2008), volume v, numéro 1 (Automne 2010) et volume v, numéro 3 (Été 2011) pour les recensions.



ressource exploitée peut toujours être remplacée par une autre rendue utilisable par la technologie et à meilleur prix. C'est une façon de voir très répandue, celle du productivisme qui a bien pénétré les discours courants et le sens commun, à laquelle s'oppose le paradigme des ressources finies, mis de l'avant par les écologistes et nombre d'économistes critiques. Ce paradigme prend le contrepied et rejette l'hypothèse de la substitution: une ressource qui disparaît est une perte, un appauvrissement que

rien ne vient compenser. La disparition d'une espèce, l'épuisement d'un minéral ou d'une plante sont des facteurs de perturbation globale – y compris économique. C'est par l'analyse du cycle de vie d'un produit qu'on peut comprendre et mesurer l'impact d'un usage et d'un mode de transformation de la matière, et c'est par cette analyse qu'on peut déterminer, ultimement, le coût global d'une marchandise. Ce paradigme, aux multiples variantes, tente de tenir compte des effets négatifs (et positifs) d'une production sur le contexte global de l'échange, ce que les sciences économiques appellent tenir compte des externalités.

Campée entre ces deux paradigmes la question de l'exploitation durable d'une ressource non renouvelable devient rapidement complexe et laborieuse. Commencant par faire la part des choses au sujet des déclarations vertueuses sur le développement durable, l'exposé établit clairement qu'en dépit de la rhétorique, l'industrie de même que les grandes agences (FMI, Banque Mondiale, etc.) continuent de soutenir une position d'autoréglementation, dont on sait qu'elle rime avec laisser-faire. La notion de développement durable exploré par les théoriciens et économistes reste elle-même difficile à circonscrire. L'exploitation durable d'une ressource non renouvelable pose des défis conceptuels majeurs. Mousseau navigue bien dans une littérature aussi abondante que contradictoire. Discutant de l'hypothèse de la maladie hollandaise ou encore de la thèse classique de Prebish, un économiste argentin, thèse dite de la malédiction des ressources, et tentant de mettre les concepts à l'épreuve des faits, il conduit le lecteur au cœur des polémiques qui sous-tendent l'essentiel des discussions et des choix de politiques publiques sur l'exploitation des ressources naturelles.

L'hypothèse de la maladie hollandaise est désormais familière: elle fait référence à la situation des Pays-Bas où l'exploitation du pétrole a fait grimper la devise, produit des pressions sur les salaires et qui ont détruit la capacité concurrentielle du secteur manufacturier. Cette hypothèse est souvent évoquée à propos du cas canadien où le pétrole des sables bitumineux a fait gonfler le dollar et fait souffrir le secteur manufacturier au point d'avoir provoqué les délocalisations et l'affaiblissement des exportations. L'hypothèse de Prebish va dans le même sens: pour lui, un pays dont l'économie serait principalement centrée sur l'exploitation des ressources est condamné à s'appauvrir, incapable de se maintenir face à une économie industrielle. L'écart entre les prix des matières premières et ceux des produits transformés les tient dans un étau. Les études empiriques vont traiter abondamment des faits soutenant ou pas la pertinence de ces hypothèses. Le débat sur l'interprétation de la hausse récente des prix des ressources est ici résumé de façon passionnante, en particulier en ce qui concerne la question de savoir si cette hausse témoigne ou pas de l'existence d'un supercycle haussier qui laisserait présager d'un avenir porteur pour l'exploitation. Il n'en reste pas moins que ce chapitre restera peut-être un peu déroutant pour plusieurs, l'auteur devant, pour mener sa synthèse, faire appel à des éléments qui se retrouveront également traités dans les sections ultérieures de l'ouvrage, ce qui, le moment venu, en

Mousseau rappelle que malgré tous les superlatifs, le Québec reste un tout petit joueur à l'échelle mondiale et que tous les projets évoqués, quand bien même ils se réaliseraient tous, n'y changeront rien. Il rappelle également que l'industrie minière ne représente qu'à peine 2,3% du PNB québécois et que cela ne bougera pas beaucoup, Plan Nord ou pas.

obligera plusieurs à faire l'aller-retour entre les divers chapitres.

La revue de littérature, en effet, ne permet pas de trancher de façon théoriquement satisfaisante et cela ne fera que rendre plus difficile le débat sur les politiques publiques. Les données d'observations démontrent néanmoins que l'accroissement de la part de l'exploitation des ressources dans l'économie produit des effets néfastes indéniables. Le cas du Canada est éloquent à cet égard: en moins de vingt ans sa balance commerciale a muté, faisant une place toujours plus grande à l'exportation de matières brutes ou semi-transformées alors que l'emploi manufacturier y décline à une vitesse alarmante. Avec raison, Mousseau fait remarquer que le Canada aurait pu faire autrement pour profiter de l'augmentation de la demande et des prix et éviter les effets pervers que l'on sait, mais qu'il en est incapable en raison même de sa structure politique dysfonctionnelle. Les ressources sont de compétence provin-

cielle et «l'impact négatif de la valeur du dollar pour l'industrie manufacturière du centre n'est pas compensé localement par les retombées des gisements albertains» (p. 128) provoquant du coup une dualisation et une fracture de l'espace économique.

La gestion boursière canadienne des ressources minières mondiales

La discussion de quelques exemples de modèles de gestion des ressources naturelles dresse un contexte intéressant pour examiner dans une troisième partie ce que Mousseau appelle «la gestion des ressources minières au quotidien». Quelles que soient les difficultés que pose à l'interprétation les controverses des théoriciens, plusieurs cas laissent en effet, voir qu'il y a moyen de contrer efficacement certains des effets les plus néfastes de l'exploitation: fonds souverains, politiques de participation et de contrôle de l'industrie, création de nouveaux impôts, resserrement des règles environnementales, etc. Ces moyens évoqués, la description de la situation canadienne n'en devient que plus contrastée. L'industrie y est pour l'essentiel sous contrôle étranger, elle transforme de moins en moins, elle y est fortement concentrée, elle génère d'importants profits sur lesquels les ponctions publiques restent congrues. Davantage que sur le plan industriel, c'est par sa place dans le domaine financier qu'elle se démarque: c'est par Toronto que transitent 40% de tous les capitaux boursiers du monde. La chose n'est pas fortuite, l'encadrement juridique canadien se compare avantageusement à ce qu'on trouve dans les plus beaux paradis fiscaux.

Mousseau fait remarquer que c'est d'ailleurs bien davantage dans les bureaux que se distribuent les retombées: «En 2011, les 58 premières sociétés d'exploration inscrites à la Bourse de Toronto ont dépensé deux fois plus d'argent en frais généraux d'administration (197 millions) qu'en dépenses d'exploration (96 millions)» (p. 162). L'industrie de la spéculation se porte bien: «53% des sociétés d'exploration présentes dans le top 100 du marché de capitalisation visent l'or». La fièvre, toujours.

Le chapitre consacré au Plan Nord donne une excellente synthèse des données qui sont désormais assez connues, mais éparpillées un peu partout depuis que les efforts se multiplient pour tenter de démêler la propagande du réel. Ce qui a été présenté comme un plan n'est que l'emballage de projets qui depuis un bon moment déjà cheminaient au rythme lent du développement minier – le



UNE SYNTHÈSE INCONTOURNABLE

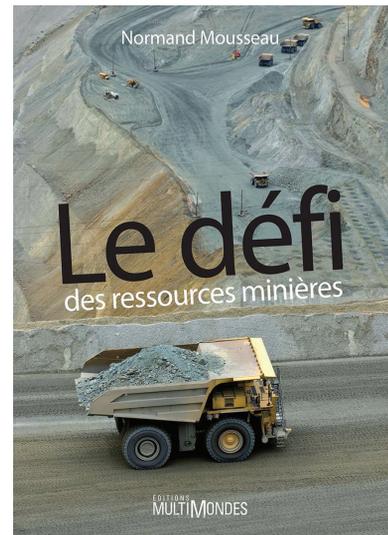
suite de la page 29

potentiel de la fosse du Labrador est connu depuis les années 1950. Le gouvernement Charest a voulu accélérer les choses pour profiter de la hausse des prix et de la demande et tenter de se démarquer dans la concurrence que se livrent les provinces canadiennes pour attirer l'investissement. C'est en acceptant de transférer aux contribuables la plus grande part du risque qu'il a souhaité le faire: en vingt-cinq ans, c'est 80 milliards d'investissements publics que ce gouvernement voulait consacrer aux infrastructures de production d'énergie et de transport pour rendre le territoire attrayant aux minières. Auparavant, c'est aux compagnies qu'il revenait d'internaliser ces coûts pour rentabiliser un projet de mine. Combinée à une politique de redevances aussi indigente qu'inadéquante, cette offre ne pouvait faire autrement qu'attiser toutes les convoitises et remplir le Palais des congrès de Montréal de sous-traitants se chamaillant pour cueillir les miettes d'un banquet dont le menu a sans doute été dressé à Davos ou dans les suites feutrées des hôtels cinq étoiles.

Mousseau rappelle que malgré tous les superlatifs, le Québec reste un tout petit joueur à l'échelle mondiale et que tous les projets évoqués, quand bien même ils se réaliseraient tous, n'y changeront rien. Il rappelle également que l'industrie minière ne représente qu'à peine 2,3% du PNB québécois et que cela ne bougera pas beaucoup, Plan Nord ou pas. Quant à la création d'emplois, hormis une pointe provoquée par les travaux de construction, elle restera somme toute modeste – 4000 emplois estimés –, pas de quoi bousculer la structure de notre économie. Revenant sur le rapport du Vérificateur général qui a fait tant de bruit et contraint l'ex-ministre Bachand à faire des modifications, Mousseau montre bien que même en supposant que les échappatoires soient rendues inopérantes (ce que l'actualité récente a démenti), ces changements n'ont rien du pactole. Il en coûtera au moins quatre fois ce que le Québec a récolté de redevances en 2011 pour restaurer les sites miniers orphelins. Sa critique s'étend également au *free mining* qui reste encore le cœur des propositions de nouvelle politique minière, un principe qui autorise à piétiner les communautés et à faire fi du primat des ambitions de protection de l'environnement sur la cupidité des promoteurs.

Les enjeux québécois dans le contexte mondial

Les éléments d'une politique et d'un modèle de gestion appropriée sont abordés au terme d'une quatrième partie qui situe les enjeux québécois dans le contexte mondial. La Chine et les économies émergentes y feront le jeu et tout porte à croire que nous sommes aspirés dans un supercycle haussier de la demande pour au moins encore une génération. La pression ira donc croissante pour contrôler l'approvisionnement et maîtriser les conditions d'exploitation. Cette pression va s'exercer dans un contexte où les gisements à exploiter seront plus pauvres et moins accessibles, ce qui contraint d'ores et déjà l'industrie à poursuivre inlassablement les gains de productivité et l'exploration. Cela se répercutera inévitablement sur les coûts économiques et environnementaux de l'exploitation et modifie d'ores et déjà la problématique de l'épuisement des ressources. C'est moins la fin des métaux qui menace que l'enfermement dans une logique de développement insoutenable: «il arrivera un moment où l'extraction de ressources particulières ne pourra plus se faire à un coût énergétique acceptable, éliminant les ressources restantes de l'équation. On se retrouvera donc en pénurie effective de produits malgré la pré-



sence de réserves formelles» (p. 209). Bien avant la fin des métaux, c'est le chaos qui menace.

Passant en revue les scénarios combinant les défis démographiques, économiques et énergétiques qui se dessinent, Mousseau, en analyste relativement optimiste, mais exigeant, identifie clairement les conditions de succès d'une stratégie qui permettrait à la fois aux pays émergents d'atteindre des niveaux de vie acceptables et aux pays développés de cesser le gaspillage alimenté par les illusions d'une croissance illimitée. Ces conditions se regroupent autour du changement de base énergétique et du renouveau du paradigme technologique, le premier faisant une plus grande place aux énergies

renouvelables, le second en faisant appel à des façons de produire centrées sur le recyclage et la réutilisation. De là l'importance de placer l'analyse de cycle de vie au cœur des préoccupations et d'en faire un critère majeur dans l'élaboration des politiques publiques. C'est là un défi gigantesque puisque les outils et les données manquent pour établir ces

cycles pour des minerais qui s'échangent et se transforment dans des circuits planétaires aussi longs que complexes. Pour le physicien Mousseau, ce n'est pas là une raison suffisante pour renoncer.

Cela dit, la perspective globale qu'il cherche à garder n'implique pas qu'il faille délaisser pour autant la perspective nationale. Le dernier chapitre de l'ouvrage examine ces enjeux et explore les moyens pour que le Québec se donne une stratégie gagnante et cohérente aussi bien sur le plan des principes que sur celui des modalités. Reposant sur des choix de valeurs eu égard au respect de l'environnement, aux principes de justice et d'équité aussi bien qu'à ce qui définit la prospérité authentique, une stratégie globale doit se déployer sur six plans: la gestion du territoire, le droit des communautés locales et des autochtones, les règles du commerce et des échanges, le contrôle national et l'investissement étranger, le travail et la formation et enfin, la protection de l'environnement. Le chapitre passe en revue les différentes propositions jusqu'ici élaborées sur chacun de ces enjeux. C'est un chapitre dont la lecture est essentielle à quiconque cherche à comprendre et participer aux débats à venir concernant une future politique d'exploitation des ressources naturelles.

Même s'il reconnaît se ranger dans le camp des propriétaires de la ressource – le peuple du Québec –, Mousseau lui-même ne propose pas ici un modèle intégré. Au fil de l'exposé, discutant des différentes mesures (hausse du prix des permis, participation au capital des entreprises, exigence de transformation, etc.) il ne rate pas l'occasion d'exprimer ici une préférence, là une réserve sur la proposition de tel ou tel auteur, mais il ne termine pas son parcours en mettant au débat une proposition intégrée. On comprend que telle n'était pas son ambition et l'on se compte déjà fort heureux qu'il ait ici proposé une synthèse incontournable, mais il n'en reste pas moins que ce besoin est urgent. Est-ce se faire lecteur trop exigeant que de l'attendre dans un prochain ouvrage? ♦